

La majorité des États africains, pour la plupart des acteurs de la coopération nord-sud, sont considérés comme des « États fragiles », c'est-à-dire un État dont les structures étatiques, par manque de volonté politique et/ou de capacité, sont incapables de remplir certaines fonctions et missions (éducation, développement et réduction de la pauvreté, sécurité et garantie des droits...) envers sa population (Magro et Chataigner, 2003). Alors que les institutions de développement internationales s'interrogent elles-mêmes sur les « capacités de l'Etat » (State capacity) et révisent leurs modèles d'intervention, peut-on s'arrêter à ce diagnostic et à ces perceptions qui s'appuient uniquement sur la lecture des instruments et non pas l'interprétation de l'Etat en action et en usage ?

Ce colloque se propose de revenir à l'analyse de l'État, et plus spécifiquement de saisir « l'État en action » (tel qu'il fonctionne réellement et non pas tel qu'il devrait être ou est modélisé) pour comprendre les modalités par lesquelles l'Etat peut se consolider. Cette question se pose de manière totalement inédite alors que des Etats qui paraissaient durablement consolidés (Mali, Burkina...) ont connu récemment de graves remises en cause.

L'État en action peut se saisir au travers des usages générés tant par les administrés que par ses agents, de ses actes, et de ses produits et productions comme les politiques publiques mises en œuvre et les services assurés aux citoyens. L'interaction entre les acteurs (usagers, fonctionnaires au guichet...) produit l'État non pas tel qu'il se donne à voir mais tel qu'il est pratiqué et se pratique, au travers des usages et des représentations auxquels il donne lieu et à partir desquels il prend corps et réalité.

Au-delà des biens publics et services, la redécouverte de l'État est aussi la réappropriation par les populations de leur État, dans le contexte d'une libéralisation de la vie politique (jeunes démocraties mises en place suite aux transitions démocratiques, régimes hybrides fondamentalement autoritaires mais expérimentant le pluralisme politique pour se conformer aux attentes internationales...). L'État en action est contraint par la responsabilité politique. Les autorités politiques de ces États font face aux demandes et attentes de la population, et apprennent à les gérer. L'État doit composer avec la contrainte institutionnelle électorale, qui passe par les médiateurs de la société politique (partis, dirigeants, élus). Mais il doit également composer, de manière non institutionnelle avec les nouvelles modalités d'organisation et d'action de la société civile, de plus en plus à même de faire pression sur le processus décisionnel.

Le programme de recherche État en action – État en consolidation a été soutenu par le Conseil Régional d'Aquitaine et le Fonds de solidarité prioritaire Mali Contemporain (Ambassade de France à Bamako).

COLLOQUE

# Programme

ÉTAT EN ACTION

ÉTAT EN CONSOLIDATION ?

9, 10 novembre 2015

Maison des Suds - Salle des stages

Esplanade des Antilles,  
domaine universitaire, Pessac

<http://www.lam.sciencespobordeaux.fr>



## LUNDI 9 NOVEMBRE

### 9 h 00 : Accueil et Introduction

- ◆ Amadou Keita, Stéphanie Lima, Céline Thiriot

### 9 h 30-11 h 00 : L' État en pratique : administration et réalités fonctionnelles

- ◆ Dominique Darbon, Sciences Po Bordeaux-LAM : « L'incarnation de l'État entre pratiques de fonctionnaires et routines d'administrés »
- ◆ Amadou Keita, Université des Sciences Juridiques et politiques de Bamako/GERSDA : « L'État ancillaire au Mali : de quelques pratiques de domestication du Léviathan »

11 h 00-11 h 15 : pause-café

### 11 h 15-12 h 45 : Décentralisation et réalités territoriales de l' État : entre ancrage et désengagement

- ◆ Mahamane Tijani Alou, Université de Niamey : « Les enjeux actuels de la décentralisation au Niger »
- ◆ Stéphanie Lima, Université d'Albi, LISST-CIEU, Toulouse : « Un État faible des territoires en devenir »

12 h 45-14 h 15 : pause déjeuner

### 14 h 15-15 h 45 : L' État en action, les réalités politiques de l'Etat

- ◆ Kadari Traoré, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako/GERSDA, LAM : « La décentralisation de l' éducation au Mali : entre champs politiques multiformes et recomposition de l' espace public local »

- ◆ Olivier Provini et Sina Schlimmer, LAM : « Négocier l'action publique dans un État post-socialiste : Une analyse comparée des politiques de l'enseignement supérieur et du foncier en Tanzanie »

15 h 45-16 h 00 : pause-café

### 16 h 00-17 h 30 : L' État en action, les réalités politiques de l'État (suite)

- ◆ Daouda Gary Tounkara, CNRS-LAM : « État en action, État en tension : les contradictions de la politique migratoire »
- ◆ Chloé Josse Durant, LAM : « Comprendre l'État dans ses manifestations patrimoniales (Kenya, Ethiopie) »

20 h 00 : Diner

## MARDI 10 NOVEMBRE

### 9 h 00-11 h 00 : L'État en tensions

- ◆ Xavier Puigserver, Université de Barcelone : « Politique et pouvoir au Nord-Mali. La légitimation des élites nomades versus la politique d'État »
- ◆ Jean Nicolas Bach, Observatoire de la Corne, LAM : « S'opposer au gouvernement, contester l'État : Les droites éthiopiennes contemporaines »
- ◆ Sophie Moulard, Chercheure associée LAM : « L'islam et les autorités publiques au Togo, une histoire d'/des affinités électives »

11 h 00-11 h 15 : pause-café

### 11 h 15-12 h 45 : Crises et reconfigurations

- ◆ Mariame Sidibé, Université de Niamey, LAM : « La chute de l' Etat au Mali dans son environnement sous-régional »

- ◆ Alexis Roy, UMR D&S (IEDES-Université Paris I) / IRD : « État, crises et consensus en Afrique sahélo-soudanienne »

12 h 45-14 h 15 : pause déjeuner

### 14 h 15-16 h 30 : L' État et les acteurs de la reconstruction

- ◆ Ousmane Oumarou Sidibé, Université des sciences juridiques et politiques de Bamako : « La crise malienne : les facteurs d'effondrement de l'État et les pistes de sa reconstruction »
- ◆ Hawa Coulibaly, Université de Paris 7/CESSMA : « La coopération décentralisée : espace de recomposition des légitimités d'acteurs »
- ◆ Boubacar Issa Abdourhamane, Organisation internationale de la Francophonie : La communauté internationale dans la reconstruction du Mali (sous réserve)

**Conclusion : Céline Thiriot, Sciences Po Bordeaux-LAM**